

# Le système de défense antimissile et la crise nucléaire iranienne : une lecture géopolitique de la question

Barbara Marque et Tanguy Struye de Swielande



NOTE D'ANALYSE 11

# **Note d'Analyse 11**

Barbara Marque

Tanguy Struye de Swielande

Le système de défense antimissile  
et la crise nucléaire iranienne : une  
lecture géopolitique de la  
question

Novembre 2010



## Note d'Analyse 11

Du programme « Union européenne – Chine », Chaire InBev Baillet-Latour

Publication périodique réalisée par la Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine ». Les opinions émises dans les notes d'analyses n'engagent que la responsabilité des auteurs. Il est interdit de reproduire partiellement ou intégralement sur quelque support que ce soit le présent ouvrage sans qu'il ne soit fait explicitement mention des sources.

Direction : Tanguy de Wilde et Tanguy Struye de Swielande.

Conception et mise en page du présent numéro : Alain De Neve.

Pour nous contacter :

Site Internet : <http://www.uclouvain.be/265598.html>

Email : [Tanguy.Struye@uclouvain.be](mailto:Tanguy.Struye@uclouvain.be)

© Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine », 2009.



Titulaire d'un Master en sciences politiques des Facultés universitaires catholiques de Mons, Barbara Marque poursuit actuellement un doctorat à l'UCL sur la place et le rôle de l'Australie comme puissance moyenne dans la région Asie-Pacifique. Elle est chercheure junior au Centre d'Études des crises et des conflits internationaux (CECRI-UCL) et membre du RMES.



Docteur en sciences politiques de l'Université catholique de Louvain (UCL), Tanguy Struye de Swielande est professeur à l'Université catholique de Louvain, aux Facultés universitaires catholiques de Mons et à l'École Royale Militaire. Il est également coordinateur de la Chaire InBev Baillet-Latour « Programme Union européenne-Chine » et chercheur au Centre d'Études des crises et des conflits internationaux (CECRI). Ses domaines de compétence sont la politique étrangère et de sécurité des grandes puissances, la géopolitique, la géostratégie, la géoéconomie et la géoculture.

## Introduction

Quand la question nucléaire iranienne est abordée, elle l'est souvent sous l'angle sécuritaire, abordant uniquement les dangers de la prolifération. Cependant, la question de la prolifération n'est que la partie émergée de l'iceberg. Depuis de nombreuses années, la « communauté internationale » à travers le Groupe de Six, essaie d'obtenir un accord sur la question. Pourtant, elle n'y parvient pas, d'une part, en raison de l'intransigeance iranienne et d'autre part, parce qu'il existe des divergences au sein des Etats négociateurs, chacun défendant avant tout ses intérêts propres. En outre, il est très intéressant d'étudier ce dossier en relation avec une autre question sécuritaire importante : le système de défense antimissile.

Cette note d'analyse se donne par conséquent comme objectif de fournir quelques clés pour mieux comprendre ces deux questions et se base sur une approche axée principalement sur la géopolitique au sens large, car comme l'observait Napoléon, « *la politique d'un Etat se trouve dans sa géographie* ». Pour le géopolitologue américain N. Spykman, les Etats ne peuvent échapper à leur géographie et cela « *quel que soit le degré de compétence du ministère des Affaires étrangères et quelles que soient les ressources allouées à l'Etat-major. Ils peuvent la traiter avec brio ou de façon inepte, ils peuvent la modifier ; mais ils ne peuvent certainement pas l'ignorer. Car la géographie ne souffre pas d'arguments. Elle existe, tout simplement*<sup>1</sup> ». Si cette recherche prend la géopolitique comme grille de lecture, il est cependant primordial de ne pas interpréter la géopolitique comme une science exacte ou exclusive. Il n'y a pas de conséquences inéluctables et la liberté d'action, d'interprétation et d'erreur de l'Homme est évidemment importante : « *La nature propose, l'homme dispose* ». Nous rejoignons dès lors Lorot et Thual pour qui : « *La géopolitique est ni un mode, ni une illusion, ni une paraphrase. Elle a acquis sa place comme méthode d'investigation du champ des relations internationales, mais comme aucune forme de savoir ne saurait se suffire à elle-même, il lui appartient de pratiquer un certain écuménisme avec des savoirs voisins (histoire, géographie, anthropologie, etc.)*<sup>2</sup> ». Il n'est donc nullement notre intention dans cette note d'adopter une approche déterministe des relations internationales. Notre analyse constitue avant tout un exercice, offrant un cadre d'analyse général, qui veut lever le voile des relations internationales à travers les tendances géopolitiques et ses dynamiques contemporaines.

<sup>1</sup> SPYKMAN, N.J., « Geography and Foreign Policy I », in *The American Political Science Review*, Vol. XXXII, n° 1, February 1938, p. 236.

<sup>2</sup> LOROT, P. et THUAL, F., *La géopolitique*, Paris, Montchrestien, 1997.

Nous tenterons ainsi de démontrer que les questions du nucléaire iranien et de la défense antimissile n'échappent pas aux approches géopolitiques. Nous verrons que les dynamiques géopolitiques des puissances dans ces dossiers ne sont pas directement causées par la prolifération ou par la *Missile Defense*. C'est pourquoi nous avons opté pour une démarche analytique regroupant plusieurs composantes: la géoéconomie, la géopolitique et la géostratégie. En d'autres mots, nous associerons un raisonnement géopolitique quant au positionnement des Etats-Unis, de la Russie et de la Chine sur l'échiquier mondial à une réflexion géostratégique sur les conséquences du déploiement du système de défense antimissile et de la question nucléaire iranienne. Nous soulignerons également l'importance de la géoéconomie et de la sécurité des approvisionnements énergétiques qui s'imposent aujourd'hui comme une priorité stratégique de premier plan pour les Etats.

Par conséquent, il convient de noter que notre approche est très étato-centrée, mettant l'accent sur l'intérêt national, la puissance et l'équilibre des forces ; les Etats se considérant comme étant l'épicentre de l'ordre mondial et lui conférant un caractère anarchique et conflictuel. Dans son ouvrage *Contrôler et Contrer : Stratégies géopolitiques*, François Thual<sup>3</sup> explique que le jeu géopolitique se limite à « avoir pour posséder et posséder pour ne pas être dépossédé ». C'est au départ de cette tension que les acteurs étatiques définissent leurs rôles sur la scène mondiale tout en se considérant comme étant au centre du système international. Fondamentalement, les questions de la prolifération nucléaire iranienne et du système de défense antimissile relèvent de cette tension : elles se centrent essentiellement sur la maîtrise stratégique de l'espace (maritime et exo-atmosphérique), la protection des territoires et la capacité d'intervention sur les théâtres extérieurs. Conséquemment, nous soutenons que ces problématiques sont principalement d'ordre géopolitique au sens large : elles présentent des enjeux pluridimensionnels dans un ordre international multipolaire en devenir et constituent un facteur de relance de la prolifération nucléaire.

Depuis la fin de la Guerre froide, le système international est devenu, en effet, plus complexe qu'auparavant. Face au déclin relatif des Etats-Unis, à la montée en puissance des Etats tels que l'Inde, le Brésil ou la Chine et au retour de la Russie, l'équilibre systémique se transforme et les intérêts nationaux prennent bien souvent le dessus, comme nous l'observerons dans les problématiques qui nous préoccupent. Posé différemment, d'un système unipolaire caractérisé par

---

<sup>3</sup> THUAL, F., *Contrôler et Contrer : Stratégies géopolitiques*, Paris, Ellipses, 2000, p. 5.

l'unique présence d'une superpuissance hégémonique, nous sommes passés à un système uni-multipolaire où se côtoient une superpuissance et des puissances secondaires. Zbigniew Brzezinski précise d'ailleurs que « *puisque la puissance sans précédent des Etats-Unis est vouée à décliner au fil des ans, la priorité géostratégique est donc de gérer l'émergence de nouvelles puissances mondiales de façon à ce qu'elles ne mettent pas en péril la suprématie américaine*<sup>4</sup> ». Par conséquent, tant la question du nucléaire iranien que celle du système de défense antimissile se sont complexifiées en raison de ce rééquilibrage. Nous étudierons, en conséquence, la vision géopolitique des principaux acteurs de ce dossier, à savoir les Etats-Unis et la Russie, tout en ne négligeant pas d'autres acteurs, tels que la Chine. Chacun voyant dans ces dossiers une opportunité de défendre ses intérêts nationaux, avant de défendre ceux de la sécurité collective.

## 1. Position des Etats-Unis

Examinons dans un premier temps la vision géopolitique des Etats-Unis afin de mieux saisir l'impact de la mise en place de la *Missile Defense* dans l'ancienne Europe de l'Est ainsi que l'importance de l'Iran pour Washington sur l'échiquier régional du Moyen-Orient et sur celui de l'ordre systémique.

### Représentations géopolitiques

Dans un article intitulé « L'espace, facteur de puissance », Tanguy de Wilde précise : « *L'analyse pratiquée depuis un siècle a eu le mérite de mettre l'accent sur trois aspects de la relation entre l'espace et la puissance : la dimension, la configuration et la position des Etats. En définitive, la puissance et la richesse des Etats dépendent de la combinaison efficace de ces trois éléments. [...] Aussi, la recherche d'un accès à la mer a-t-elle été un mobile de toute première importance dans l'orientation de la politique extérieure des Etats et la source de moult contentieux géopolitiques. [...] La position des Etats-Unis est à cet égard constitutive de puissance : sans rivalité à leurs frontières ils bénéficient de deux façades océaniques. En moins d'un siècle, ils ont développé une puissance de projection planétaire amphibie*<sup>5</sup> ». En outre, en raison de leur position géographique, les Etats-Unis adoptent une géopolitique d'insularité : leur conception géopolitique se centre sur l'accès aux mers et sur la projection de puissance. Dans cette perspective, les Américains sont fortement influencés par trois auteurs classiques de l'école anglo-saxonne - Alfred Thayer Mahan, Halford J.

<sup>4</sup> BRZEZINSKI, Z., *Le Grand échiquier, L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Editions Bayard, 1997, p. 253.

<sup>5</sup> DE WILDE D'ESTMAEL, T., « L'espace, facteur de puissance », in *Le retour de la géopolitique*, Louvain, octobre-novembre 2006, pp. 18-21.



Mackinder et Nicholas John Spykman - mais également par des auteurs plus contemporains tels que S. Cohen, Z. Brzezinski et T. Barnett.

Dans ses écrits, Alfred Thayer Mahan souligne l'importance de la puissance maritime. Il considère que la maîtrise stratégique des mers par le biais de points d'appuis et de têtes de pont (détroits, présence de flotte maritime sur les routes commerciales, etc.) garantit non seulement l'expansion économique d'une puissance mais également la puissance d'un Etat au sens large. Halford J. Mackinder, géographe anglais, oppose la puissance maritime à la puissance terrestre. Il centre sa théorie géopolitique sur ce qu'il nomme le « *Heartland* » ou le cœur du monde, correspondant à la région de l'Eurasie, à savoir la Russie, la Sibérie, le Caucase et l'Europe de l'Est. Selon Mackinder, la position centrale du *Heartland* détermine les dynamiques géopolitiques du monde. Autrement dit, la puissance qui contrôle le *Heartland*, contrôle le reste du monde. Mackinder précise qu'il convient d'éviter de voir émerger une puissance continentale ayant accès aux mers. En d'autres termes, les Etats-Unis, puissance maritime par excellence, doivent veiller à diviser le *Heartland*, à éviter une alliance continentale forte entre la Russie et l'Allemagne et à s'allier avec des puissances continentales. Dans cette optique, il considérera ultérieurement l'Europe de l'Est comme pivot : une région devant être contrôlée par la puissance maritime et garantissant, selon lui, la division d'un éventuel axe Paris-Berlin-Moscou.

S'inspirant des théories de Mackinder, l'américain Nicholas John Spykman affirme quant à lui que la zone qui doit être maintenue divisée est le *Rimland*, c'est-à-dire la région intermédiaire entre le *Heartland* et les mers riveraines. Il est dans l'intérêt des Etats-Unis de dominer cette zone pivot du *Rimland* afin de contrôler le monde. À noter que cette théorie géopolitique est à l'origine de la politique du *containment*, visant à endiguer la menace communiste durant la Guerre froide, approche qui, comme nous le verrons, n'a pas complètement disparu. Saul Cohen estimera pour sa part qu'il n'est pas nécessaire d'avoir une présence sur tout le *Rimland*. Il suffit d'avoir certains Etats pivots dans cette zone tampon qui puissent défendre les intérêts américains. Il est évident que dans ce contexte, des pays tels que l'Iran et la Pologne forment des pivots importants pour Washington<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Les « Etats pivots » sont donc les Etats devant freiner les avancées des puissances émergentes et sont des Etats qui sont à même d'influer sur la stabilité régionale ou internationale

Dans sa théorie du *Grand échiquier*, Brzezinski<sup>7</sup> estime, pour sa part, que la domination mondiale s'acquiert par le contrôle de l'Eurasie : celui qui domine le continent eurasiatique, domine le monde. Brzezinski défend l'idée que l'enjeu pour les Etats-Unis sera de diviser l'Eurasie par l'intermédiaire de pivots géopolitiques, à savoir des Etats dont l'importance tient à leur situation géographique ou à leur vulnérabilité potentielle. Brzezinski précise à ce propos : « *Si les liens transatlantiques se distendaient, c'en serait fini de la primauté de l'Amérique en Eurasie* »<sup>8</sup>.

À cet égard, nous observons que l'élargissement de l'OTAN permettra aux Etats-Unis d'établir des partenariats avec certains pays de l'Eurasie. Mettons en relief ces pensées géopolitiques avec le concept du *Pentagon's Map* développé par Thomas P. M. Barnett. Selon les théories de Barnett, le monde est divisé en deux parties : le noyau (*Functioning Core*) et la faille (*Non-Integrating Gap*)<sup>9</sup>. Le *Functioning Core* est le cœur du monde : Russie, Inde, Europe, Amérique du Nord, Chine (région maritime), Japon, Australie, Afrique du Sud, Argentine, Brésil et Chili. Ces pays essaient de synchroniser les lois intérieures avec les règles émergentes de la démocratie, du libre-échange, de la sécurité collective, etc. Bien que nous ne puissions les aligner parfaitement sur une ligne, ces pays vont dans « la bonne direction » dans le cadre de la mondialisation. Le *Functioning Core*, qui comprend toutes les grandes puissances, devrait évoluer vers un système s'appuyant sur le système bismarckien, où, tout en se tenant en équilibre, les puissances partageraient une série de normes et de règles<sup>10</sup>. La faille, quant à elle, englobe l'ensemble des pays faillis, les acteurs transnationaux et les régimes autoritaires ou dictatoriaux. La faille est constituée de régions telles que les Balkans, le Caucase et le Moyen-Orient. Afin d'accroître leur sphère d'influence et d'optimiser la stabilité du système international, les Etats-Unis mettent tout en œuvre pour intégrer les pays faillis dans le noyau mondialisé via ce que l'on appelle « la soudure ». Ce concept se base sur l'assistance à un Etat pivot défendant les intérêts et les valeurs du noyau, le *Functioning Core*. Dans cette dynamique, l'objectif des Etats-Unis consiste à : 1) maintenir un équilibre et une stabilité au sein du noyau en développant un système « bismarckien »<sup>11</sup> ; 2) veiller à ce que les Etats pivots de la soudure

<sup>7</sup> BRZEZINSKI, Z., *Le Grand échiquier, L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Editions Bayard, 1997.

<sup>8</sup> *Ibidem*, p.38.

<sup>9</sup> BARNETT, T.P.M., *The Pentagon's New Map : War and Peace in the Twenty First Century*, New York, G.P. Putnam's Sons, 2004.

<sup>10</sup> Cf. *Supra*

<sup>11</sup> Lire à ce sujet : STRUYE DE SWIELANDE, T., « Les Etats-Unis face aux puissances émergentes : Quelles stratégies à disposition des protagonistes ? », in *Notes d'analyse* de la

continuent à défendre les valeurs et les intérêts américains ; 3) s'assurer que la faille intègre les principes de bonne gouvernance et se stabilise.

Toutefois, le concept du *Pentagon's Map* de Barnett présente quelques inconvénients. En effet, ce genre de stratégie peut parfois nécessiter l'intervention de pressions diplomatiques, de mesures économiques, voire un recours à la force. Cependant, en cas de manque de connectivité entre le noyau et la soudure, cette dernière peut éventuellement se rallier à la faille, se radicaliser et, en définitive, créer un climat de déséquilibre entre le noyau et la soudure.

### **La question du système de défense antimissile et la maîtrise de l'Europe de l'Est**

Après avoir rappelé les grands principes de l'école anglo-saxonne de la géopolitique, voyons comment les questions du nucléaire iranien et de système de défense antimissile s'insèrent dans cette approche géopolitique du monde. Face à la problématique du déploiement du système de défense antimissile américain, l'Union européenne est naturellement appelée à prendre position. Les Etats membres de l'Union européenne doivent avant toute chose analyser les coûts et bénéfices ainsi que les intérêts stratégiques que le système de défense antimissile pourrait générer. Cette analyse passe par un examen géopolitique de la situation. Comme nous l'avons énoncé précédemment, les théories du géopoliticien Halford J. Mackinder s'axent sur la notion du cœur du monde : le *Heartland*. Or, l'Europe de l'Est constitue une zone tampon (*buffer zone*). Jusqu'à présent, les Etats-Unis conservaient cette zone sous leur sphère d'influence. Lors de l'annonce du gel du déploiement du bouclier antimissile en Europe de l'Est par l'administration Obama le 17 septembre 2009, la Pologne et la République tchèque ont craint de perdre le socle de leur politique internationale, fondée sur une alliance forte avec les Etats-Unis.

Rappelons le contexte : en août 2008 et en plein conflit géorgien, Condoleezza Rice a orchestré la signature de la déclaration de coopération stratégique entre Varsovie et Washington sur l'implantation d'éléments du bouclier antimissile. En raison de ses frontières communes avec la Russie, le gouvernement polonais avait réclamé des batteries antimissiles pour accroître la sécurité de son territoire. L'accord prévoyait que d'ici 2012, l'armée polonaise disposerait

---

Chaire Inbev Baillet - Latour sur les relations Union européenne - Chine (Université catholique de Louvain), numéro 6, février 2010.

elle-même de ce système antimissile à moyenne portée. À noter que les retombées économiques et technologiques d'un partenariat stratégique avec les Etats-Unis sur l'implantation du bouclier antimissile dans ces pays d'Europe de l'Est étaient plutôt vues d'un bon œil.

Or, en septembre 2009, la Pologne et la République tchèque, inquiètes, ne saisissent pas le revirement de politique de la part de l'administration Obama (à savoir l'abandon du système de défense antimissile). Face aux pressions exercées par la Russie sur l'Ukraine et la Géorgie, l'Europe de l'Est considère qu'elle a perdu l'unique chance de quitter définitivement la sphère d'influence russe. « *Si cela se confirme ce serait un échec de la réflexion à long terme de l'administration américaine dans cette partie de l'Europe* », déclarera Aleksander Szczyglo, le chef du bureau pour la sécurité nationale de la présidence polonaise. En République tchèque la décision sera également perçue comme une trahison. « *Ce n'est pas une bonne nouvelle pour l'Etat tchèque, pour la liberté et l'indépendance de la République tchèque* », c'est en ces termes que s'exprimera l'ex-Premier ministre tchèque Mirek Topolánek<sup>12</sup>. Dans ce contexte, l'abandon du bouclier antimissile pourrait avoir un impact sensible sur la politique de défense de l'Europe de l'Est et, plus largement, sur l'Union européenne. Très vite, Washington prend conscience de ce danger et propose une alternative. Désormais, les Etats-Unis comptent déployer à l'horizon 2020 des systèmes antimissiles conçus pour intercepter des missiles balistiques de courte et moyenne portée en Pologne, en République Tchèque et en Roumanie. Le 4 février 2010, la Roumanie annonce qu'elle accepte de déployer des intercepteurs SM-3 sur son territoire afin de protéger les corps expéditionnaires sur les théâtres extérieurs. En juillet 2010, Varsovie et Washington signent un accord sur la mise en place d'un bouclier antimissile révisé entre 2015 et 2018. Fin juillet 2010, Prague a entamé des discussions pour accueillir un centre de surveillance pouvant détecter des missiles assaillants. Dans l'intervalle, des navires américains de classe Aegis sont déjà opérationnels dans l'Est de la Méditerranée.

Pour Washington, l'Europe littorale forme une sphère d'influence indispensable en termes géopolitiques qui permet de s'opposer à la masse eurasiennne. Aussi, comme le remarque Buzicki, si les liens entre les deux rives devaient se durcir, cela réduirait l'influence et la profondeur géostratégique américaine en Eurasie. Washington a donc l'intention d'affirmer sa présence en Europe de l'Est. Si les liens transatlantiques se relâchaient, le

---

<sup>12</sup> « Bouclier antimissile abandonné: Moscou satisfait », 18 septembre 2009.  
<http://info.france2.fr/monde/Bouclier-antimissile-abandonn%C3%A9:-Moscou-satisfait-57351030.html>

*Heartland* se renforcerait, à travers l'axe France-Allemagne-Russie. Or, Washington n'acceptera jamais que l'Eurasie soit dominée par une entente qui pourrait s'opposer un jour à elle. Cela mettrait en péril les intérêts stratégiques américains. Aussi, pour Washington, faut-il éviter une Europe dominée par le couple franco-allemand. Il convient au contraire de renforcer les liens bilatéraux avec des Etats comme l'Angleterre mais également avec des Etats tels que la Pologne<sup>13</sup>, la Bulgarie ou la Roumanie afin de contrebalancer l'axe non-atlantiste et indépendantiste, qui voudrait se profiler non plus comme partenaire des Etats-Unis, mais comme rival.

En reprenant d'ailleurs l'analyse de Barnett, dans le cadre de la *Missile Defense*, nous constatons que la politique de l'Etat soudure est appliquée en Europe de l'Est.

**Figure 1 : Application du Pentagon's Map de Barnett à la problématique européenne**



En effet, nous observons que des pays tels que la Bulgarie et la Roumanie servent de soudure pour les Etats-Unis en Mer Noire, qui tentent, par l'intermédiaire de l'OTAN, de renforcer leur présence dans le Caucase et l'Asie centrale et que la Pologne pourrait servir de soudure par rapport à la Biélorussie et l'Ukraine. L'Europe de l'Est doit aujourd'hui, à travers une série d'initiatives, accrocher à la locomotive américaine des pays tels que l'Ukraine, la Biélorussie, mais également la région de la Mer Noire et du Caucase. Ce faisant, l'objectif géostratégique des Etats-Unis vise à de créer une ceinture allant de la Mer Baltique à l'Asie centrale pour contenir le retour de la Russie.

<sup>13</sup> L'objectif de la Pologne est de créer ce que certains appellent un « cordon démocratique » en Europe de l'Est pour freiner toute pénétration russe. La coopération entre la Pologne et l'Ukraine dans le domaine de la défense n'est d'ailleurs pas à négliger : déploiement commun en Irak, bataillon conjoint pour les opérations de paix (déployé par exemple au Kosovo).

## L'Iran : Etat pivot

Région particulièrement turbulente, le Moyen-Orient forme le carrefour entre trois continents et se retrouve d'un point de vue géopolitique dans le *Rimland*. Sa fonction est celle d'une vaste zone-tampon (*buffer zone*) pour les conflits entre les puissances continentales et les puissances maritimes. De surcroît, la région du Moyen-Orient est traversée par des routes maritimes importantes : le canal de Suez, le détroit d'Ormuz, le détroit de Bab el Mandeb et le golfe Persique. Ces dernières font l'objet d'un intérêt politique et stratégique mondial, car elles constituent les artères vitales gazières et pétrolières entre les pays du Golfe et le reste du monde. Géant pétrolier, producteur d'hydrocarbures possédant des réserves de gaz naturels colossales et disposant d'une position géographique centrale dans la région, l'Iran s'affirme en tant que puissance régionale, mais menace la communauté internationale de devenir un état nucléarisé.

Aussi l'Iran, en raison de ses richesses et de sa configuration, de sa dimension et de sa position géographique représente un pivot géopolitique potentiel très important pour Washington. Au Moyen-Orient, la nouvelle politique d'équilibre régional requiert des Etats-Unis qu'ils parviennent à faire de l'Iran ou de l'Irak, voire des deux pays en même temps, des Etats pivots ouverts, démocratiques et intéressés à défendre les intérêts américains. Les raisons sont claires. À ce sujet, il est intéressant de revenir sur quelques paragraphes de l'excellent article d'Amr G. E. Sabet, lui-même inspiré par la pensée de Brzezinski : « *Dans un langage rappelant l'âge de lointains empires, Brzezinski identifie trois grands impératifs de la géostratégie impériale : prévenir la collusion et maintenir la dépendance sécuritaire des vassaux (Europe, Japon, Asie du Sud), garder les tributaires protégés (Etats arabes, Asie centrale) et prévenir les barbares de s'unir (Iran, Chine, Russie). (...) En s'alignant sur la pensée stratégique de Halford Mackinder, Brzezinski soulignait l'importance décisive pour les Etats-Unis de dominer le heartland eurasiatique, en particulier à la lumière du vacuum créé par la chute de l'Union soviétique (...) La logique hégémonique qui en découle peut être résumée de la façon suivante : contenir et contrôler l'Irak afin de contenir l'Iran contenir et contrôler l'Iran afin de contenir l'Asie centrale ; contenir et contrôler l'Asie centrale pour contenir la Russie (et la Chine), contenir et contrôler la Russie pour contenir l'île du monde, contenir et contrôler l'île du monde pour contrôler le monde* »<sup>14</sup>. Par

<sup>14</sup> SABET, A.G. E., « Dual Containment and beyond : Reflections on American Strategic Thinking », *Mediterranean Politics*, Vol. 4, n° 3, Autumn, 1999, pp. 96-99.

conséquent, il est évident que la question nucléaire iranienne doit également être analysée à la lumière des raisonnements géopolitiques.

D'autant plus que face au risque de prolifération d'armes de destruction massive et suite aux attentats du 11 septembre 2001, les Etats-Unis auront comme principal *leitmotiv* d'éliminer les régimes autoritaires, d'intégrer les *Rogue States* (Etats voyous, dont l'Iran fait partie) au sein du *Functioning Core* tout en défendant l'idéologie de la Destinée manifeste. Les Américains se rendent compte que leurs alliés traditionnels dans la région, tels que l'Arabie Saoudite et l'Egypte sont des Etats fragilisés. Aussi veulent-ils reprendre pied dans des pays ordinairement plus laïques comme l'Irak et l'Iran. Dans ce contexte, le retour de l'Iran et l'Irak dans leur sphère d'influence forme une priorité pour les Etats-Unis. L'objectif étant de faire de ces deux Etats non seulement des démocraties qui pourraient servir de modèle aux autres Etats dans la région, mais également des Etats pivots. Une perspective qui permettrait, par exemple, d'exercer de fortes pressions sur l'Arabie Saoudite, berceau du wahhabisme et sur l'Egypte, berceau des Frères Musulmans.

**Figure 2 : Application du Pentagon's Map de Barnett à la question iranienne**



C'est tout le volet géostratégique américain du Grand Moyen-Orient : remodeler la région allant de la Mauritanie au Pakistan. Cette analyse se retrouve à peine voilée dans le *State of the Union* de janvier 2004 de la façon suivante : « *Tant que le Moyen-Orient demeurera un lieu de tyrannie, de désespoir et de colère, il continuera à produire des hommes et des mouvements qui menaceront la sécurité des Etats-Unis et de leurs amis. Aussi l'Amérique poursuit-elle une stratégie active pour la liberté au Moyen-orient. Nous mettrons au défi les ennemis de la réforme, affronterons les alliés de la terreur et espérons des normes plus élevées chez nos amis* »<sup>15</sup>. Toutefois,

<sup>15</sup> President Bush, State of the Union, 20 January 2004.



l'intérêt de l'Iran ne s'arrête pas là : il est un acteur majeur en matière de ressources énergétiques.

Venons-en à l'intérêt géoéconomique porté par les Etats-Unis à cette région. La consommation énergétique des Etats-Unis dépend pour 35 % du pétrole, lequel est importé de l'étranger à 60 %. Depuis la fin des années 90, Washington importe donc plus de la moitié du pétrole que le pays consomme : 15 à 20 % vient du Moyen-Orient. De graves perturbations de l'offre de pétrole dans une région quelconque du monde auraient des répercussions sur l'économie américaine et mondiale. C'est pour tenir compte de cette réalité que la politique énergétique américaine vise à encourager l'expansion et la diversification de l'approvisionnement énergétique américain.

Qui dit cependant diversification, dit également protection accrue des ressources, réparties dans le monde entier, et des voies de transport<sup>16</sup>. Selon Lavarde, Martin et Lebas : « *Pour les stratèges américains, il s'agit à la fois d'insister sur un programme d'énergies alternatives – relance du programme nucléaire et recherche exploratoire importante dans le domaine de l'hydrogène liquide pour remplacer le carburant – mais surtout de pérenniser la mainmise des Etats-Unis sur les vastes réserves pétrolières du triangle Kirkouk-Téhéran-Riyad, de s'assurer que celles-ci ne tomberont pas sous le contrôle des compagnies pétrolières russes, chinoises ou européennes, et de contrer les menaces terroristes qui pourraient mettre en péril la sécurité de leurs approvisionnements* »<sup>17</sup>. Pour les Etats-Unis, ce qui importe avant tout est de veiller à ce que les ressources pétrolières et gazières arrivent sur le marché en évitant que des pays tels que la Russie et la Chine ne changent les lois du marché. Il importe en outre que le flux continue. Un Iran nucléaire, en bloquant par exemple le Détroit d'Ormuz, pourrait empêcher 20 % des exportations de pétrole. Face à ce scénario et d'autres tensions potentielles dans le Détroit d'Ormuz<sup>18</sup>, les Américains encouragent les E.A.U. et autres pays du Golfe à construire des oléoducs qui évitent le détroit<sup>19</sup>, tout en les encourageant à investir dans leur défense. Un Iran nucléaire serait synonyme de surcroît d'une liberté de manœuvre pour les

<sup>16</sup> Les grandes compagnies occidentales ont accès à moins de 20 % des ressources en pétrole du globe, le reste est dans les mains des compagnies nationales.

<sup>17</sup> LEBAS, C., MARTIN, G.-H. et LAVARDE, Y., *La question énergétique : évolutions et nouveaux enjeux*, Centre d'Etudes et de Recherche de l'Enseignement Militaire Supérieur, Ministère de la Défense, Octobre 2005, p. 11.

<sup>18</sup> Contentieux territoriaux entre E.A.U. et l'Iran concernant les îles Moussa et Tomb, entre le Bahrein et le Qatar à propos de l'île Hawar, entre Oman et l'Arabie Saoudite concernant la crique de Khor al Udaid.

<sup>19</sup> Plus ou moins 50% des exportations pétrolières se fait par voie maritime (plus de 40 millions de barils aujourd'hui, plus de 60 millions d'ici 2020) Rien que 20% du pétrole mondiale passe par le détroit d'Ormuz. 25 millions de barils de pétrole passent par le détroit tous les jours. 66% va vers l'Asie, 16% vers l'UE et 11% vers les Etats-Unis. La seule réelle alternative aujourd'hui au Détroit est l'oléoduc Abqaiq-Yanbu vers la Mer Rouge.



mouvements islamistes (chiïtes) radicaux dans toute la région. Washington voit d'un mauvais œil l'influence iranienne au sein de la communauté chiïte irakienne mais également en Syrie, au Liban et même dans les territoires palestiniens et dans le Golfe. L'axe Assad-Ahmadinejad-Nasrallah, (soutenu potentiellement par la Russie ou la Chine) est dans le collimateur de Washington. 10 % de la population saoudienne est chiïte, concentrée dans la région pétrolière du royaume, ainsi que 30% de la population koweïtienne, 27 % de la population des Emirats arabes unis et 70 % de la population du Bahreïn. Pour Mohammad Reza Djalili : « *plus que d'un arc de crise, il s'agit plutôt d'un arc de crise sur lequel vient se greffer le chiïsme* ». Pour T. Delpech : « *Même si rien ne permet d'affirmer que l'Iran privilégierait une doctrine d'emploi, l'acquisition de l'arme nucléaire lui conférerait une puissance de coercition sans commune mesure avec les menaces qu'il exerce actuellement, qu'il s'agisse du prix du pétrole, de la fermeture du détroit d'Ormuz ou des attentats terroristes. On a parfois tendance à l'oublier* »<sup>20</sup>. Si le levier dont dispose l'Iran dans la région est le chiïsme, il a des limites car tous les chiïtes, que ce soit au Liban ou en Irak ne sont pas enthousiastes à l'idée de suivre Téhéran dans sa conquête du Moyen-Orient. Mais il est évident que ce scénario potentiel est craint par les Américains car il mettrait en danger les intérêts américains dans la région et au-delà.

*In fine*, de tradition plus laïque, l'Iran pourrait servir d'exemple, de « soudure » dans la région du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. Mais aujourd'hui, la problématique du dossier nucléaire change la donne. Envisager l'Iran comme une soudure dépendra essentiellement de l'issue que la communauté internationale donnera au dossier nucléaire. L'Iran étant situé dans le *Rimland*, il forme donc un Etat pivot et une soudure « potentielle » pour Washington, pourrait servir les intérêts américains non seulement en endiguant les avancées russes vers les Mers chaudes, mais également en transformant une partie du Moyen-Orient.

### **Jeu complexe américain sur le Rimland**

Dans la pratique, les dossiers du système de défense antimissile et iranien sont fortement liés et forment un dilemme sécuritaire important pour les Américains qui ne peuvent se permettre de perdre leurs Etats pivots ou soudures dans le *Rimland*. En effet, pour obtenir des concessions de la Russie dans le dossier iranien, les Américains ont dû lâcher du lest face à l'Europe de

---

<sup>20</sup>DELPECH, T., « Le Moyen-Orient de Mahmoud Ahmadinejad », in *Politique Internationale*, n°114, hiver 2007.

l'Est, tout en essayant ensuite de récupérer cette influence via une alternative au projet de système de défense initial.

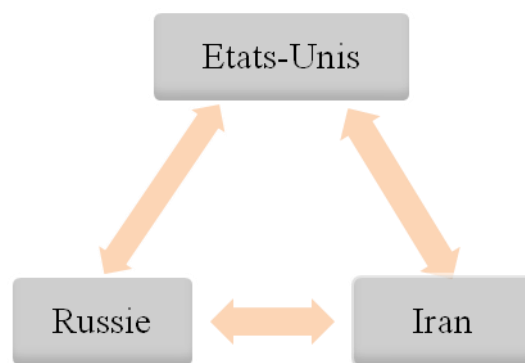
Dans ce contexte, les Etats-Unis ont appliqué le concept de trilatéralisation<sup>21</sup>. Comprenant l'urgence du dossier nucléaire iranien, les Etats-Unis ont renoncé en septembre 2009 au déploiement du bouclier antimissile en Europe de l'Est (étape 1, Fig. 4). Manifestement, cette concession a permis d'ouvrir le dialogue avec le Kremlin, qui a approuvé le régime de sanctions envers l'Iran. De son côté, l'Iran constate que les Etats-Unis, l'ennemi de ses ambitions nucléaires, s'évertuent à nouer des partenariats avec la Russie, son fidèle partenaire commercial. D'aucuns interpréteront ce gel du déploiement du bouclier antimissile comme un retrait politique de la part des Etats-Unis mais visiblement, cette annonce a permis d'ouvrir les négociations avec le Kremlin et de renforcer le discours coercitif des Etats-Unis envers l'Iran.

Dans le cadre de la trilatéralisation, nous observons que les Etats-Unis (l'état contrôleur) adoptent un régime de sanctions envers l'Iran (le gouvernement cible) avec le soutien de la Russie (le substitut du contrôlé). Cette trilatéralisation a entraîné une série d'événements en 2009 qui peuvent être découpés de la sorte : 1) l'annonce de l'abandon du bouclier antimissile américain ; 2) le retrait russe des missiles Iskander à Kaliningrad ; 3) la découverte d'un nouveau site d'enrichissement d'uranium à Qom ; 4) le vote de la résolution du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, soutenue par la Russie et la Chine, condamnant Téhéran pour son programme nucléaire controversé et exigeant la fermeture du site d'enrichissement de Qom (étape 2, Fig 4).

---

<sup>21</sup> Lorsque, pour atteindre le gouvernement-cible, le contrôleur exerce des pressions sur un gouvernement tiers, qu'il implique ainsi de force dans la relation de puissance de base, il y a complexification structurelle de la relation initiale par l'insertion de cette dernière dans un système de puissance plus complexe dont la pierre angulaire est le substitut du contrôlé. Le contrôleur presse ce dernier d'obtenir du contrôlé initial, insensible aux pressions du contrôleur, ce que celui-ci n'est pas parvenu à obtenir lui-même. Cédant aux pressions du contrôleur, le substitut-du-contrôlé se voit amené, à répercuter les pressions qu'il subit sur le contrôlé de la relation initiale qui, en cas de succès de l'opération, finira par se conformer aux exigences du contrôleur initial. (BARREA, J., *Théories des Relations Internationales*, Louvain-La-Neuve, Artel, 1994, pp. 64-65).

Figure 3 : Trilatéralisation dans le dossier nucléaire iranien

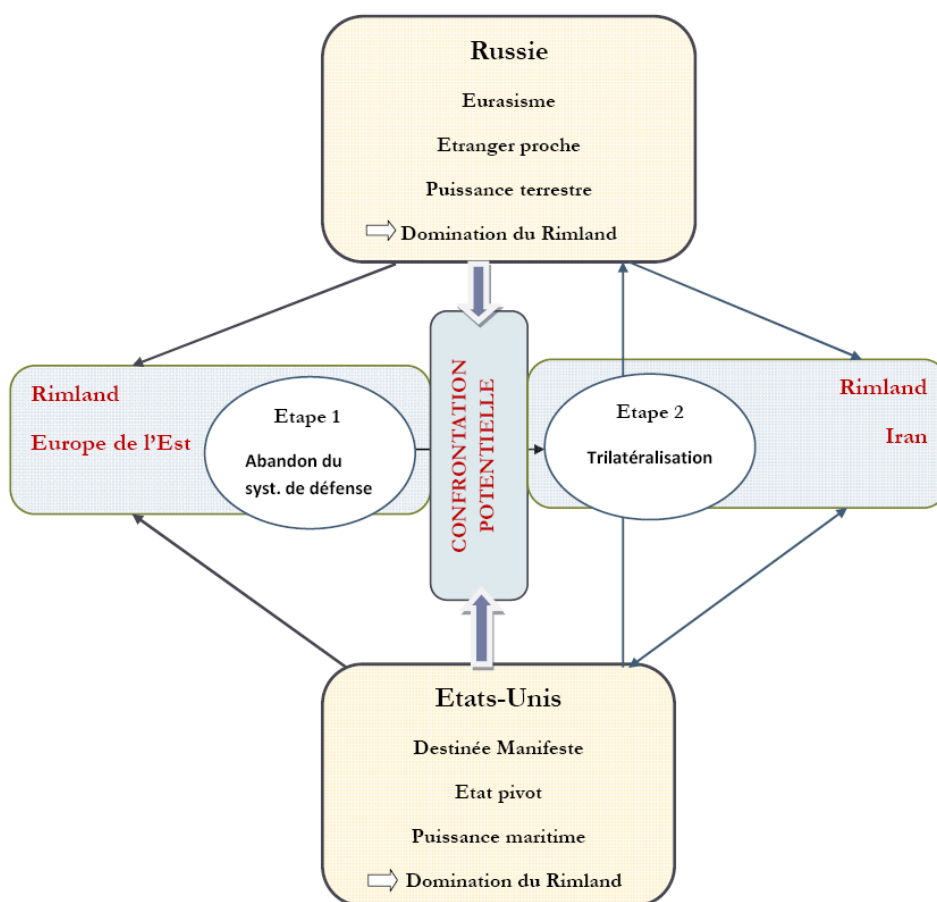


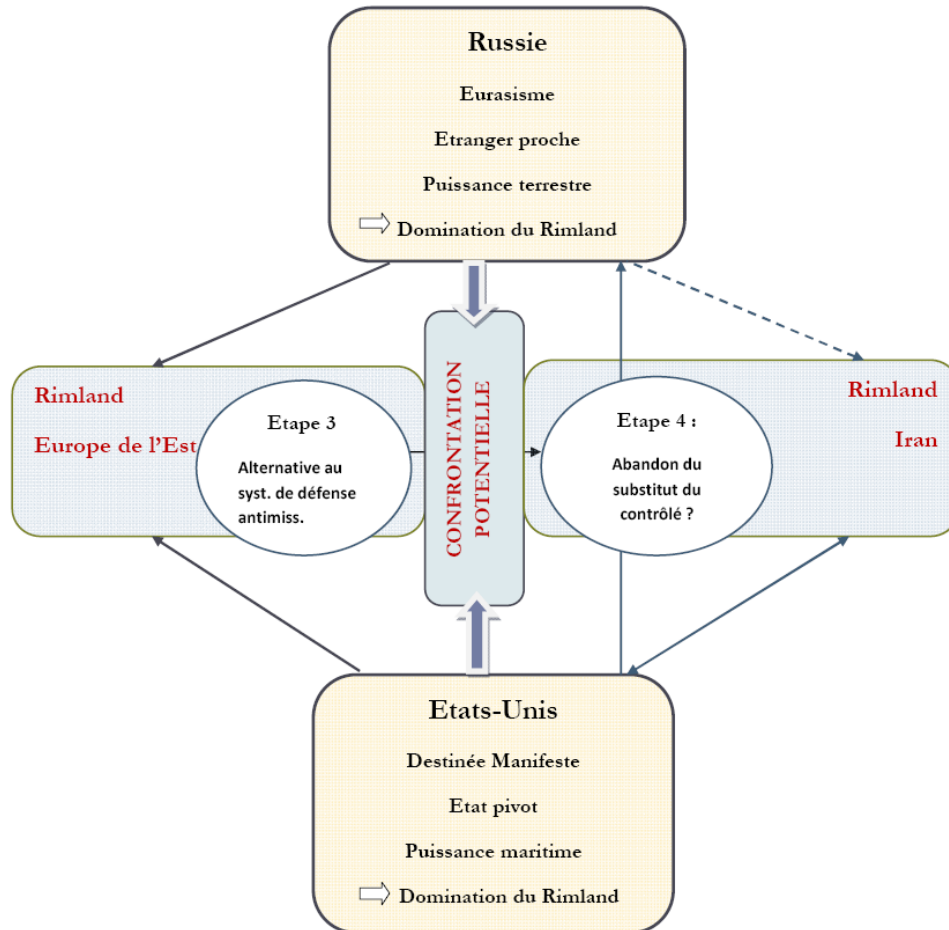
L'ensemble de ces événements va contribuer à l'élaboration d'une coalition prête à imposer un régime de sanctions contre l'Iran et à constituer de la sorte une trilatéralisation à son égard. Si ce concept revêt un intérêt non négligeable pour une puissance désirant faire levier sur une autre puissance, il comporte néanmoins quelques risques : le choix du substitut du contrôlé (Russie) détermine l'efficacité de la trilatéralisation. En effet, ce dernier peut s'allier avec le gouvernement cible (Iran) ou encore se retourner contre l'état contrôleur (Etats-Unis). En faisant ces concessions aux Russes sur le bouclier antimissile afin qu'ils exercent des pressions sur l'Iran, Washington perdait de son prestige aux yeux de l'Europe de l'Est. Dans le cadre du rééquilibrage systémique en cours, ceci affaiblissait la position américaine en Europe et particulièrement en Europe de l'Est. Il s'agissait par conséquent pour Washington de rectifier le tir, en proposant à l'Europe de l'Est une alternative au système de défense antimissile<sup>22</sup> (étape 3, Fig.4). Cette annonce a de nouveau exaspéré les Russes : il existait un danger réel que Moscou fasse volte-face et renonce aux négociations diplomatiques avec les Etats-Unis concernant la menace nucléaire iranienne ou refuse d'exercer des pressions sur Téhéran dans le cadre de la trilatéralisation (étape 4, Fig. 4).

---

<sup>22</sup> Cf. *supra*

Figure 4 : Modélisation des stratégies de la domination du Rimland





En définitive, nous observons que les démarches des Etats-Unis en politique étrangère s'inspirent encore des approches géopolitiques. Imprégnés de l'idéologie de la Destinée manifeste et de ce devoir moral à l'égard de l'humanité, les Etats-Unis s'assurent certains points d'ancrage (Etats pivots) et certains accès aux mers via le contrôle de détroits. Leur présence en région eurasiennne n'est pas fortuite non plus ; les ressources en matières premières, les routes énergétiques et le contrôle des détroits sont autant d'arguments qui poussent les Etats-Unis à accroître leur sphère d'influence, à maintenir leur rôle de leadership incontesté et à assurer une protection de cette zone grâce à leur système de défense antimissile: l'enjeu pour Washington étant bien la maîtrise du *Rimland*.

## 2. Position russe

Face à cette politique menée par Washington, Moscou développe sa propre stratégie. À l'instar des États-Unis, la puissance russe envisage les relations internationales en se considérant comme étant l'épicentre du système. Reprenons les propos de Tanguy de Wilde : « [...] le rôle que peut jouer l'État dans les relations internationales est largement affecté par la position qu'il occupe sur la carte du monde. [...] Et l'histoire d'un État est toujours en même temps une partie de l'histoire des États voisins. [...] La Russie, malgré des kilomètres de littoral, ne peut multiplier les accès à la mer en raison de l'omniprésence des glaces polaires. D'où l'objectif traditionnel de la diplomatie russe de se garantir un accès aux mers chaudes et l'importance de la flotte de la Mer Noire stationnée en Crimée ukrainienne »<sup>23</sup>.

### L'Eurasisme

Dans ce contexte, certains auteurs contemporains tels qu'Alexandre Dougine, lui-même inspiré par l'école allemande (en particulier Haushofer) influencent la vision russe du monde<sup>24</sup>. Contrairement à Haushofer, ce n'est toutefois plus l'Allemagne le pivot de l'Eurasie, mais bien la Russie. Dans ses écrits, il insiste fortement sur la dialectique de la géopolitique entre la Mer (thalassocratie) et la Terre (tellurocratie) : « La Terre (l'Orient) est hiérarchie. La Mer (l'Occident) est chaos. La Terre (Orient) est ordre. La Mer (Occident) est dissolution. La Terre (Orient) est un principe masculin. La Mer (Occident) est le principe féminin. La Terre (Est) est Tradition. La Mer (Ouest) est contemporanéité. Et ainsi de suite. Ces deux sujets de l'histoire géopolitique ont tendance à rechercher leur expression la plus complète et la plus distincte, partant d'un système de contradictions (très souvent réconciliables et partiales) compliqué et multipolaire pour finir avec le schéma mondial des blocs<sup>25</sup> ». Dans la pratique, cela se caractérisera durant la Guerre froide par l'opposition entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Pour Dougine : « Si, au sens idéologique, le Pacte de Varsovie était conçu comme une union de pays ayant une économie socialiste et une philosophie marxiste, dans une perspective géopolitique il était une forme de la construction stratégique terrestre continentale,

<sup>23</sup> DE WILDE D'ESTMAEL, T., « L'espace, facteur de puissance », in *Le retour de la géopolitique*, Louvain, octobre-novembre 2006, pp. 18-21.

<sup>24</sup> Il est fortement inspiré par les thèses de Jean Thiriart, auteur en 1964 de *Un empire de quatre cents millions d'hommes : l'Europe*. Il voulait promouvoir une « Grande Europe » de Reykjavik à Vladivostok. Dougine est également fortement influencé par l'ésotérisme. Lire également à ce sujet, DUNLOP, J., « Aleksandr Dugin's Foundations of Geopolitics », in *Demokratizatsiya*, 12, no. 1 (Winter), 2004.

<sup>25</sup> DOUGINE, A., « Le paradigme de la fin », in *Elementy* n° 9, 1998.

*s'opposant à l'atlantisme qui en ces années s'identifiait aux pays de régime capitaliste »<sup>26</sup>. Or, avec la dissolution du Pacte de Varsovie : « L'espace stratégique libéré commença peu à peu à être rempli par l'influence atlantiste : les pays européens de l'Est commencèrent à rivaliser pour adhérer à l'OTAN. Géopolitiquement cela signifie qu'ils commencèrent à s'éloigner de l'eurasisme, et à être attirés dans l'orbite de l'atlantisme. Et il ne pouvait pas en être autrement, car les systèmes géopolitiques sont reliés entre eux comme des vases communicants – quand l'eurasisme décroît, l'atlantisme croît, et vice-versa »<sup>27</sup>.*

L'idée générale défendue par ce courant s'axe autour de la notion d'« Eurasisme »<sup>28</sup>. Il s'agit d'envisager l'Europe, la Russie et l'Asie comme un ensemble formant un continent : l'Eurasie. Selon le mouvement eurasiste, le monde, qui deviendra multipolaire se divisera en quatre centres ; 1) Un centre euro-africain (sphère dominée par l'Europe et comprenant l'Union européenne et l'Afrique ; 2) Un centre asie-pacifique (Asie du Sud-Est, Indochine, Australie et Nouvelle-Zélande) ; 3) Un centre eurasien (Russie, OTSC, certains pays islamiques, l'Inde et la Chine) ; et 4) Un centre comprenant l'Amérique du Nord, Central et du Sud). Au sein de ces centres, chaque puissance aura ses propres sphères d'influence. La Russie établira alors des relations avec principalement les centres euro-africain et asie-pacifique. Ce qui reviendrait pratiquement à isoler le quatrième centre (= les Etats-Unis).

En pratique, son projet à venir préconise non seulement l'axe « Paris-Berlin-Moscou », mais également une coopération avec l'Inde et la Chine ou des pays islamiques comme l'Iran et la Turquie (alliance turco-slave, très populaire au sein des nationalistes turcs)<sup>29</sup>. La Russie doit se rapprocher des Etats qui ont des intérêts complémentaires à ceux de la Russie<sup>30</sup>. Selon Dougine, appartiennent à cette catégorie : l'Union européenne, le Japon, l'Iran et l'Inde. Si le Japon et l'Union européenne sont actuellement des alliés des Etats-Unis, il estime que ces pays, étant soumis aux dictats des Etats-Unis, voudront une plus grande indépendance et se rapprocheront ainsi des objectifs russes. Les Russes pourront offrir à ces quatre puissances soit des ressources, soit un poids politique ou des armes. En échange, la Russie recevra une aide économique et

<sup>26</sup> DOUGINE, A., « L'eurasie se fera et se fait déjà », in *Rossiskaïa Gazeta*, 4 juillet 2002

<sup>27</sup> DOUGINE, A., « L'eurasie se fera et se fait déjà », in *Rossiskaïa Gazeta*, 4 juillet 2002.

<sup>28</sup> L'Eurasisme se veut être un mode de vie, qui ne comprend pas uniquement la géopolitique, mais également des aspects religieux, démographiques, économiques, etc. Ce courant défend également l'idée qu'on retrouve également au sein de la Destinée manifeste américaine du peuple élu : les Russes seraient les descendants des Hyperboréens.

<sup>29</sup> Si du côté russe, Dougine préconise un rapprochement avec la Turquie, dans cette dernière il existe également une intelligentsia prônant un rapprochement avec la Russie, dont l'écrivain Aleva Atlı.

<sup>30</sup> La Russie a quelque chose à leur offrir et inversement.



technologique du Japon et de l'Union européenne et un partenariat stratégique avec l'Inde et l'Iran, lui permettant d'accéder aux mers chaudes. Une seconde catégorie d'Etats comprend des entités intéressées par la multipolarité mais qui ne sont pas symétriquement complémentaires à la Russie : il s'agit du Pakistan, de la Chine et du monde arabe, qui sont souvent en tension avec les membres de la première catégorie (Inde ⇔ Pakistan, monde arabe ⇔ Iran, Chine ⇔ Japon). Aussi, pour Dougine, ce sont des puissances qui naviguent entre les Etats-Unis et l'Eurasisme. Par conséquent, la Russie doit veiller à neutraliser leurs aspects négatifs. Une troisième catégorie représente les pays du tiers-monde, sans grand intérêt géopolitique. La Russie doit encourager leur intégration au sein du bloc eurasiatique par le biais du Japon, de l'Inde, de l'Union européenne et de l'Iran. Enfin, la dernière catégorie comprend les Etats-Unis et les pays du continent américain. Dans cette région, il faudra soutenir les forces isolationnistes aux Etats-Unis et anti-américaines en Amérique du Nord et du Sud<sup>31</sup>.

Cette thèse de Dougine, bien que difficilement réalisable à court terme, a le mérite de décrire les scénarios et desseins envisagés par la Russie sous son angle géopolitique. Incontestablement et à l'instar de l'idéologie américaine de la Destinée manifeste, l'Eurasisme percole dans les doctrines stratégiques de la Russie défendant un Kremlin puissant, une lutte contre l'hégémonie américaine et une politique de dépendance énergétique de ses pays voisins.

D'autre part, soulignons également la présence de la pensée darwiniste de Ratzel et la notion de *Lebensraum*. Il s'agit de considérer un Etat comme un être vivant qui a besoin d'un espace vital dans lequel il croît et grandit. C'est au départ de cette notion que Ratzel développera ses sept lois d'expansion des Etats. Ces règles expansionnistes ont souvent été associées à l'expansion de l'Allemagne nazie. Toutefois, cette notion de *Lebensraum* reste présente dans la politique russe à travers les sphères d'influence et permet de justifier un retour de la Russie au Caucase et en Asie centrale. La Russie entend être l'« étranger proche » de ces pays voisins. À l'instar de la notion de darwinisme social de Ratzel, la politique de l'« étranger proche » vise à satisfaire l'instinct d'expansion d'un Etat. En 2003, la « Doctrine Ivanov », du nom du ministre de la Défense Sergei Ivanov, va mettre en évidence l'érosion marquée de la position stratégique de la Russie et insister sur la nécessité d'un contrôle tant politique que militaire dans les régions avoisinantes. Cette politique se traduit dans la pratique par le paneuropeanisme et le recours à l'arme énergétique.

---

<sup>31</sup> Dougine, A., « Main Principles of Eurasist Policy », June 2001.



### Paneuropeanisme

En juin 2008, le président Medvedev énonce une vision pour une nouvelle architecture sécuritaire de l'Europe, qu'il reprendra en octobre au sommet d'Evian. Cinq points y sont mis en exergue : 1) Affirmation des principes de base de la sécurité et de la coopération dans l'espace euro-atlantique ; 2) Tous les pays participant devraient s'engager à ne pas recourir à la violence les uns contre les autres, ni menacer d'user de la force ; 3) Garantie d'une sécurité égale pour tous ; 4) Aucune organisation internationale ne devrait avoir les droits exclusifs pour protéger la paix et la stabilité en Europe ; 5) Enfin, le nouveau traité devrait stipuler des paramètres de base pour le contrôle des armements et établir de nouveaux mécanismes de coopération pour combattre la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme international, etc. Le 29 novembre 2009, Moscou proposera en conséquence un nouveau traité euro atlantique sur la sécurité de l'Europe. L'objectif de Moscou est clairement d'affaiblir le rôle de l'OTAN<sup>32</sup>, en contraignant les Etats de la zone euro-atlantique à ne pas accroître leur sécurité au détriment d'un autre Etat ou d'une organisation (indivisibilité de la sécurité). Ce qui sous-entend pour Moscou l'annulation du système de défense antimissile, puisque, selon le Kremlin, il viserait également les intérêts russes. Depuis lors, Moscou tente de convaincre les capitales européennes du bien-fondé de son projet. Début octobre 2010, le président Medvedev s'exprime en ces termes : « *La sécurité en Europe est commune et ne doit pas être fragmentée* ». Et au sommet de Deauville, qui s'est tenu les 18 et 19 octobre 2010, entre Merkel, Sarkozy et Medvedev, la question a de nouveau été abordée.

### L'énergie en tant qu'arme géopolitique

C'est également au travers de la diplomatie énergétique que les Russes accroissent leur sphère d'influence à l'égard de ces régions. « *La Russie, traditionnellement plus encline à user de la 'puissance pauvre', développe désormais des stratégies d'influence. Non moins offensives, celles-ci reposent sur une domination énergétique,*

---

<sup>32</sup> Cette proposition vise directement tout élargissement ultérieur de l'OTAN et le système de défense antimissile, que Moscou estime dirigée contre elle.

*une diplomatie énergétique et une politique étrangère multidirectionnelle*<sup>33</sup>». En 2003, Vladimir Poutine établit la « doctrine énergétique » russe selon laquelle « le rôle de la Russie sur les marchés énergétiques mondiaux détermine dans une large mesure son influence géopolitique. Dans cette perspective, les secteurs pétroliers et gaziers deviennent plus que jamais les instruments de sa politique interne et externe »<sup>34</sup>. En d'autres termes, il s'agit d'une stratégie pragmatique de rapprochement avec ses voisins européens et asiatiques, qui permet de contrer l'influence américaine dans le *Rimland*. Cette doctrine entraîne incontestablement un accroissement du rôle de l'Etat sur le plan économique via, entre autres, la société Gazprom, détenue majoritairement par le Kremlin.

Moscou va, par exemple, reconduire certains accords commerciaux afin de maintenir sa sphère d'influence et ce, par le biais du contrôle des gazoducs et des oléoducs en Asie centrale. Par ailleurs, les Russes, motivés par l'idéologie eurasiste, tentent de rendre l'Union européenne dépendante de leur gaz via les projets russes de construction de pipelines, à savoir les deux projets de construction de gazoducs russes : le *North Stream* et le *South Stream*. Ces deux projets ont pour principal objectif de contourner les pays européens problématiques tels que la Pologne ou l'Ukraine qui risqueraient de bloquer le transit et de couper l'approvisionnement vers l'Europe. Le projet *North Stream* relie la Russie à l'Europe par la Mer Baltique. Avec le consortium de la société italienne ENI, le projet *South Stream* partirait de la Russie vers la Bulgarie en traversant la Mer Noire. Le gazoduc *South Stream* présente l'avantage de permettre à Gazprom de contrôler les gisements du Turkménistan, et peut-être un jour de l'Iran (Annexe I). Cette doctrine énergétique s'applique également dans la région de la Caspienne, très prisée par les Russes pour son accès vers les mers chaudes via l'Arménie et l'Iran<sup>35</sup>. La Russie concentre tous ses efforts en vue de maintenir son influence (particulièrement au Turkménistan, la quatrième réserve mondiale de gaz naturel) et de persuader les pays de cette région d'utiliser les pipelines russes.

Une fois de plus, l'idée est de créer une dépendance économique dans cette région, une sorte de *pax economica* qui permettrait de valoriser la puissance russe. « La nouvelle stratégie russe de l'énergie et, en particulier, la 'diplomatie du pipeline' pratiquée par Moscou est à cet égard riche d'enseignements. A la différence de la politique qui prévalait au Kremlin dans les années 1990, l'administration actuelle s'emploie à doper les

<sup>33</sup> GLUME, G. et LIEGEOIS, M., « Qu'est-ce que la puissance ? », in *Le retour de la géopolitique*, Louvain, octobre-novembre 2006, pp. 23-25.

<sup>34</sup> VERLUISE, P., « Comment l'Union européenne arme la Russie », (page consultée le 2 janvier 2010) [www.diploweb.com/forum/verluisse06113.htm](http://www.diploweb.com/forum/verluisse06113.htm)

<sup>35</sup> Cf *Infra*

*bénéfices politiques qu'elle peut retirer de la gestion des ressources minérales et de leurs infrastructures de transport. Sa recette ? Renforcer le contrôle étatique. Cette stratégie considère donc bien l'énergie comme un instrument politique de première importance. Devenir le leader énergétique mondial, c'est retrouver son rang dans les affaires du monde<sup>36</sup>». En d'autres termes, la Russie axe sa politique étrangère sur les ressources énergétiques. À l'instar de l'Iran qui voit la bombe nucléaire comme un facteur de puissance, les ressources énergétiques et la garantie de leurs accès deviennent un vecteur stratégique de puissance pour la Russie.*

### **L'Iran sur l'échiquier russe**

Si le Kremlin considérait la relance du projet de la *Missile Defense* sous le gouvernement Bush comme une provocation ayant passablement contribué à la dégradation des relations russo-américaines, l'annonce de l'abandon du bouclier antimissile change la donne. Les tentatives du président Obama ont débuté en février 2009 avec la proposition de l'arrêt du système antimissile. En échange, les Russes devaient soutenir les Etats-Unis dans leur demande d'arrêt du programme nucléaire de l'Iran. Téhéran soupçonne les Russes de céder aux injonctions de Washington. Cette nouvelle donne pourrait changer les relations entre la Russie et l'Iran ; d'autant plus que les échanges commerciaux russo-iraniens pourraient diminuer, reléguant le partenariat stratégique avec l'Iran à une lutte d'intérêts stratégiques.

Bien que les Russes soient conscients de la menace d'un Iran nucléaire et du danger de prolifération régionale et mondiale, il convient cependant pour les Russes de maintenir Téhéran dans leur sphère d'influence. La perte d'influence qu'a subie la Russie en Irak a notamment consolidé l'intérêt que Moscou porte à Téhéran. Malgré des tensions perceptibles, les deux pays se trouvent de nombreux intérêts politiques communs (freiner les avancées américaines) et commerciaux (nucléaire civil et armement). Il y a toutefois encore un autre intérêt bien résumé par Mongrenier : « *Les volontés croisées d'interconnecter les réseaux de transport doivent aussi être pris en compte, les dirigeants russes et iraniens travaillant dans la durée à la réalisation d'un axe physique – routier, ferroviaire et fluvio-maritime - susceptible de rivaliser avec d'autres voies d'acheminement des marchandises. C'est pourquoi la Russie est aussi investie dans le vaste projet d'un corridor de transport international nord-sud reliant l'Europe du Nord et la mer Baltique à l'océan Indien et à l'Asie du Sud, ce corridor multimodal permettant d'éviter le canal de Suez, avec de fortes réductions des trajets et des coûts de transport (15 à 20 jours de moins et 15 à 20%*

<sup>36</sup> BOCHKAREV, D., « La diplomatie des pipelines », in *Le retour de la géopolitique*, Louvain, octobre-novembre 2006, pp. 26-29.

*d'économie). Ce corridor requiert la construction d'un axe ferroviaire direct entre la Russie et l'Iran, au travers de l'Azerbaïdjan. Il couperait le corridor Est-Ouest, énergétique notamment (oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan ; gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzérum), qui ouvre l'Asie centrale à l'Europe via le Caucase du Sud. Certes, il y a encore loin de la coupe aux lèvres et il sera difficile de faire converger les intérêts de tous les pays concernés par ces vastes projets ».<sup>37</sup> Gazprom contrôle déjà une partie du gazoduc entre l'Arménie et l'Iran et en juillet 2008, l'Iran et Gazprom signent un accord de coopération dans le développement des gisements pétroliers et gaziers. Il faut également rappeler que, depuis de nombreuses années, il est question d'un OPEP du gaz, lequel pourrait réunir entre autres le Venezuela, la Russie, l'Iran et le Qatar.*

Géopolitiquement, la Russie entend non seulement encourager l'intégration de l'Iran au sein du bloc eurasiatique pour accéder aux mers chaudes et aux ressources énergétiques, mais en même temps contrôler les avancées économiques iraniennes dans la zone d'influence russe. Il s'agit toutefois pour Moscou d'opter pour une politique équilibrée. Moscou veille à mettre suffisamment de poids dans la balance pour exercer des pressions dans le dossier nucléaire afin d'éviter que l'Iran ne se mette en tête de jouer cavalier seul. Car la relation comporte certaines zones d'ombres, instaurant une défiance mutuelle. Deux exemples:

- La livraison de missiles antiaériens S-300. Ces missiles sol-air russes de longue portée peuvent abattre toute cible aérienne moderne telle que des missiles balistiques, des missiles de croisière ou des avions. En décembre 2005, l'Iran et la Russie ont conclu un contrat de coopération militaire et technique qui prévoit la livraison de batteries de S-300. L'Iran cherche à se procurer ce matériel depuis plusieurs années, attisant la crainte d'Israël et des Etats-Unis. En effet, un Iran équipé de S-300 pourrait non seulement mettre en péril les troupes américaines déployées en Irak et en Afghanistan, mais également frapper Israël. De plus, durant l'été 2009, Shimon Pérès et Benyamin Netanyahou se sont rendus à Moscou pour convaincre le Kremlin de ne pas effectuer la livraison de ces missiles, promettant en échange de freiner la coopération militaire avec la Géorgie. Cédant aux pressions insistantes des Etats-Unis et d'Israël<sup>38</sup>, le président Medvedev a signé le 22 septembre 2010 un accord interdisant la vente de missiles destinés à protéger les sites stratégiques,

<sup>37</sup> MONGRENIER, J.-S., « L'axe géopolitique russo-iranien », in *Fenêtre sur l'Europe*, 1<sup>er</sup> Décembre 2008.

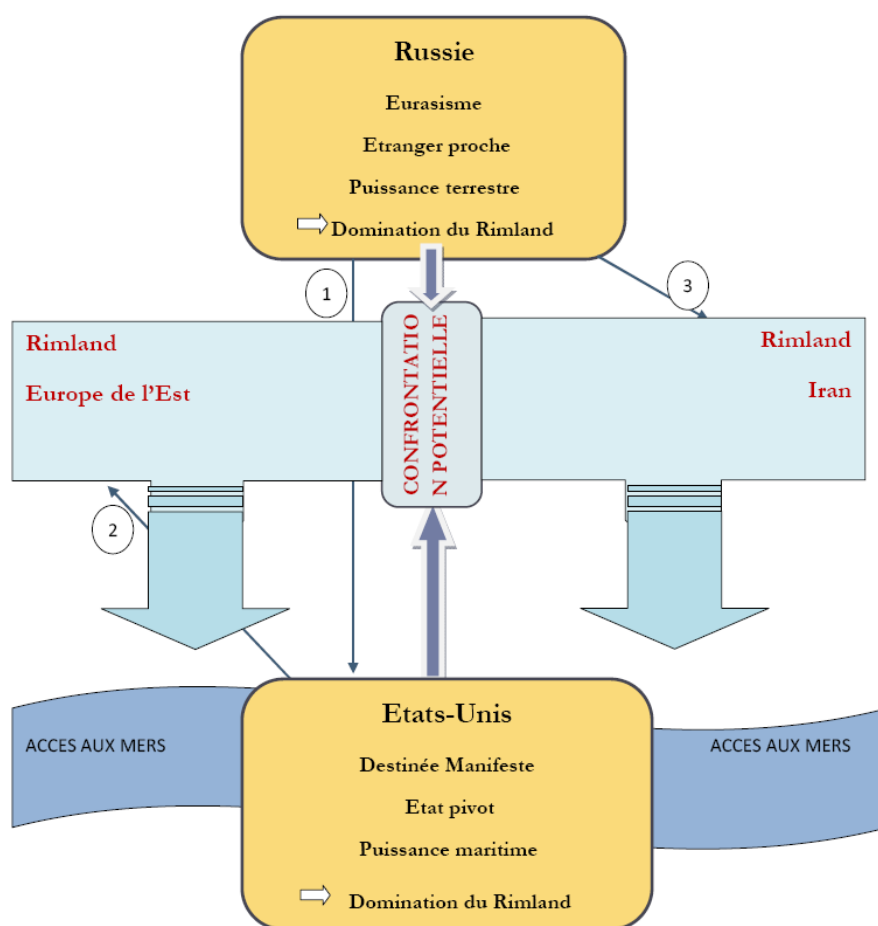
<sup>38</sup> Israël, un des leaders mondiaux des drones, était manifestement prêt à annuler un contrat de vente de drones géants Eitan à la Russie qui fut par ailleurs signé le 6 septembre 2010 à Moscou.

conformément aux sanctions votées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies contre Téhéran ;

- Une zone d'influence commune en Mer Caspienne. Les deux pays sont en conflit concernant le partage des réserves d'hydrocarbures dans la région de la Mer Caspienne.

Malgré ces désaccords, Moscou ne lâche pas Téhéran et se réserve le droit d'utiliser sa relation privilégiée avec l'Iran, en tant que moyen de pression envers les Etats-Unis sur d'autres dossiers, dont la défense antimissile. En effet, comme l'observe Alexei Malachenko, du Centre Carnegie : « *La politique duale de la Russie à l'égard de Téhéran ne cessera pas* »<sup>39</sup>.

Figure 5 : Modélisation de la vision russe



<sup>39</sup> Cité dans AVRIL, P., « Les relations schizophréniques de Medvedev avec l'Iran », in *Le Figaro*, 14 juillet 2010.

*In fine*, depuis quelques années et nonobstant des moyens encore réduits, la Russie se repositionne sur l'échiquier international, influencée en partie par les thèses eurasistes. N'est-ce pas ce que déclarait le ministre des affaires étrangères russes Lavrov début 2007 : « Pour la Russie, l'indépendance de sa politique étrangère est un impératif absolu. Dans un monde contemporain de plus en plus mondialisé, rares sont les pays qui peuvent se le permettre. Pour nous, cette question est essentielle, car il s'agit de notre souveraineté. La Russie n'est pas un pays dont la politique, y compris étrangère, puisse être administrée de l'extérieur. Notre objectif n'est pas de « plaire » à tout le monde: tout simplement, nous partons de nos intérêts clairs et pragmatiques. Rappelons que la Russie a cherché à « plaire » par le passé, tout particulièrement sous Nicolas Ier et à la fin de l'époque soviétique: on en connaît bien le résultat »<sup>40</sup>. La Russie entend se repositionner comme grande puissance sur l'échiquier international, en particulier en Eurasie, afin de rétablir sa sphère d'influence et d'accéder aux mers chaudes. Dans cette stratégie, l'importance de l'Europe de l'Est et de l'Iran est évidente : le contrôle du *Rimland*.

### 3. Position chinoise

La concurrence traditionnelle entre les Etats-Unis et la Russie sur le *Rimland* doit désormais tenir compte d'un nouveau paramètre : la puissance grandissante chinoise. Cette puissance émergente s'affirme de plus en plus sur la scène internationale, inspirée idéologiquement par cette idée d'être l'Empire du Milieu : « *Rightful place under heaven* ». Pékin envisage toutefois les relations internationales sous un angle différent que les Etats-Unis ou la Russie et la question iranienne en est une belle illustration.

Alors que la culture occidentale privilégie des jeux comme les échecs, qui postulent un affrontement direct visant la défaite de l'adversaire, la culture asiatique, en particulier chinoise, favorise une approche indirecte, le jeu de Go en étant l'exemple par excellence. Dans le jeu de Go, les pions sont identiques (pas de hiérarchie) et se dispersent sur le damier, donnant l'impression que les actions ne sont pas coordonnées, alors que la logique de l'action se révèle ultérieurement, au fur et à mesure des connexions ou jonctions entre les actions. Le succès ne s'obtient pas en un coup ou grâce à un déplacement ; il résulte d'une multitude d'actions aux objectifs variés, mais au service d'une grande stratégie. Autrement dit, la victoire ne se traduit pas par une domination incontestée mais plutôt par un partage avantageux du territoire (acquisition de

<sup>40</sup> LAVROV, S. « L'indépendance de la politique étrangère russe : un impératif absolu », in *Ria Novosti*, 23 janvier 2007.

zones d'influence). L'accent est mis sur les stratégies relationnelles plutôt que sur les stratégies d'affrontement. Pour Valérie Niquet : « *Dans le processus de construction d'un modèle chinois, l'approche culturelle 'pacifiste' est opposée au réalisme occidental, et dans un système de valeur censé rejeter l'usage de la force, la victoire s'obtient 'sans combattre', par la dissuasion, les moyens de la guerre économique ou psychologique en s'attaquant aux ressources et au moral de l'ennemi* »<sup>41</sup>. Ce qui importe dès lors est l'action indirecte où toutes les alliances ou combinaisons sont possibles et où prévaut la coexistence pacifique plutôt que l'élimination ou la rupture. Pas à pas, la Chine place avec une industrie subtile ses pions sur l'échiquier international, sans que l'Occident s'en rende toujours compte. D'autre part, la Chine adopte une approche du temps fort différente de celle de l'Occident. « *Pour un Occidental* », estime José Frèches, « *le temps est linéaire : le temps perdu ne se rattrape jamais et nous percevons notre vie comme un compte à rebours qui s'achèvera définitivement le jour de notre mort (...)* ; *pour un Chinois, le temps est cyclique : le temps repasse (...)* en d'autres termes, *le temps ne se perd pas* »<sup>42</sup>. Aussi, la combinaison du jeu de Go à la question du temps permet à la Chine d'avoir une approche différente des relations internationales.

Après avoir soigneusement placé ses pions en Asie centrale depuis 20 ans, Pékin commence à faire de même au Moyen-Orient, la porte d'entrée semblant être Téhéran. Les intérêts chinois y sont avant tout énergétiques (Annexe III). L'Iran fournit déjà une grande partie des besoins énergétiques chinois. La Chine, déjà très présente au Turkménistan, exportant une partie du gaz via l'Ouzbékistan et le Kazakhstan vers son territoire, voit dans les richesses gazières iraniennes une opportunité. À long terme, du gaz iranien pourrait ainsi être exporté via le Turkménistan vers la Chine. Mais l'enjeu pour les Chinois ne s'arrête pas là. Il s'agit également de faire entrer l'Iran dans sa sphère d'influence et de contrer ainsi les intérêts américains et russes. Avec une grande subtilité, Pékin laisse Moscou et Washington s'opposer sur l'échiquier moyen-oriental, tout en essayant de profiter de cette rivalité historique pour accroître sa propre influence dans la région. Pour Pierre Fayard : « *La philosophie chinoise du Yin et du Yang, qui voit le monde comme une transformation permanente, forme le soubassement de cette culture stratégique. De l'interaction constante de ces deux principes opposés et complémentaires résulte un changement incessant dont il convient de distinguer les prémices. On s'y adapte pour en tirer profit plutôt que pour le subir. Ainsi, l'intelligence du réel, qui n'est autre que la connaissance intime des mutations en cours, permet de gérer et*

---

<sup>41</sup> Niquet, V., « Culture stratégique et politique de défense en Chine », Centre Asie IFRI, 20 février 2008, p. 7.

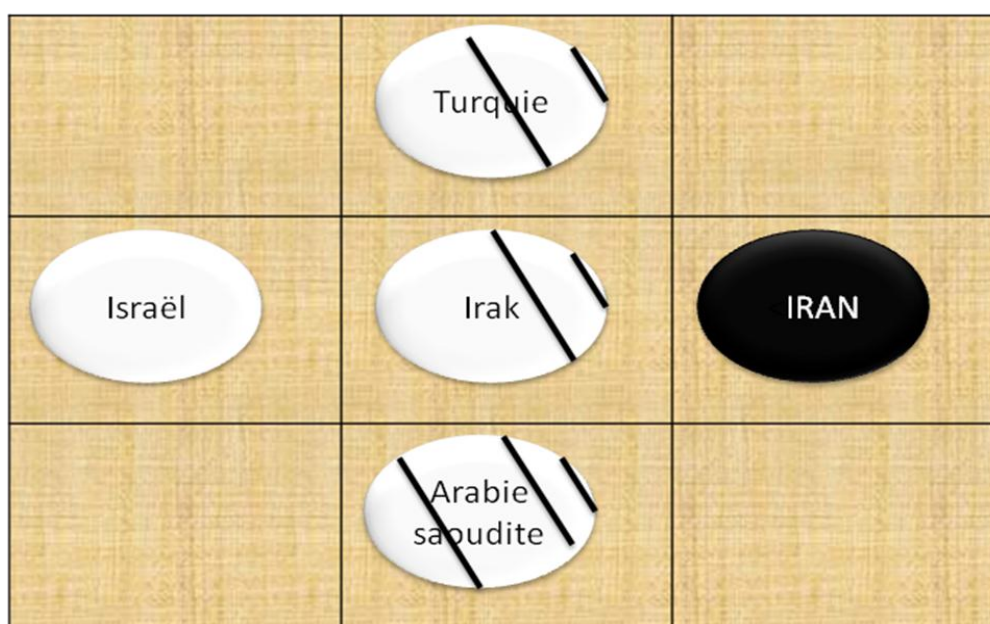
<sup>42</sup> Cité dans ALLÈGRE, C., JEMBAR, D., *Le défi du monde*, Paris, Fayard, 2006, p. 104.



*d'agir à bon escient en anticipant et en se laissant porter par les dynamiques transformatrices* »<sup>43</sup>.

Pour la Chine, il s'agit en définitive d'éviter un Iran nucléaire, tout en évitant une intervention militaire américaine ou une révolution pro-occidentale, qui ferait basculer l'Iran dans la sphère d'influence occidentale, et d'empêcher que l'Iran ne devienne un Etat-client de la Russie. Ce rapprochement entre la Chine et l'Iran a d'ailleurs compliqué la politique menée par Washington, par rapport à la question nucléaire iranienne, en particulier au Conseil de sécurité, où la Chine bénéficie du droit de véto. Cette proximité avec l'Iran doit également être mise en parallèle avec celle envers l'Irak et l'Arabie saoudite. À travers cette politique des petits pas, la Chine a l'intention de renforcer sa présence dans la région du Moyen-Orient. La Chine a par conséquent bien retenu les propos fameux de Deng Xiaoping : « *Observons calmement ; assurons notre position ; faisons face aux affaires avec calme ; cachons nos capacités et attendons le bon moment ; faisons tout pour maintenir un profil bas ; et ne revendiquons jamais de leadership* ».

**Figure 6 : Jeu de Go chinois au Moyen-Orient par rapport aux Etats-Unis**



Pions blancs = Etats-Unis ; Pions noirs = Chine ; Pions bicolores = perte d'influence américaine

<sup>43</sup> FAYARD, P., *Comprendre et appliquer SUN TZU*, Dunod, France, 2004.



Si, de prime abord, la question de la défense antimissile en Europe de l'Est ne concerne pas la Chine, elle a des conséquences directes sur la politique chinoise dans le Pacifique. Les craintes de la Chine se situent au niveau de la question de Taiwan. Le système de défense antimissile remettrait en question la capacité d'intimidation et de menace de la Chine à l'égard de l'île. Un système de défense antimissile pourrait assurer une défense contre des missiles chinois de courte et moyenne portée et pourrait effectivement neutraliser la capacité nucléaire chinoise de longue portée contre le territoire américain, dans le cas où les Etats-Unis devaient défendre Taiwan, en cas d'attaque de l'île. Cela réduirait la capacité chinoise de menacer directement Taiwan avec des missiles et rendrait ainsi plus difficile le découplage diplomatique et militaire entre les Etats-Unis et Taiwan. Dans ce cas, comment la Chine pourrait-elle menacer l'île de Taiwan, si cette dernière est protégée par le parapluie antimissile américain ? Quels moyens de pression lui resterait-il ?

### Conclusion

Au fil de cette analyse, il apparaît clairement que la géopolitique continue à influencer les relations internationales et, par extension, la politique étrangère des Etats. « *J'avoue que les pays ne sont que des pions sur un échiquier* », dira Lord Curzon, viceroy d'Inde en 1898, « *sur lequel se joue une partie sans merci pour la domination du monde*<sup>44</sup> ». Aussi, la majorité des évolutions esquissées dans cette note sont déjà à l'œuvre depuis de nombreuses décennies. Le *Rimland* forme toujours, dans la pensée collective des Etats-Unis et de la Russie, une zone tampon entre la puissance maritime et la puissance terrestre. La volonté américaine de freiner les avancées russes et le désir de la Russie d'accéder aux mers chaudes via l'Europe et le Moyen-Orient demeurent une réalité<sup>45</sup>. Même les tracés des gazoducs et oléoducs soutenus par Moscou ou Washington suivent ce même raisonnement. Pour Moscou, il s'agit de promouvoir des projets de gazoducs verticaux. Inversement, Washington défend des projets horizontaux (Annexe I et II).

En outre, cette lutte pour la maîtrise du *Rimland* s'est complexifiée à la suite de l'apparition d'un nouvel acteur ayant une culture stratégique différente de celle de la Russie ou des Etats-Unis : la Chine. Bien qu'encore peu présente et influente en Europe (excepté à travers son soutien financier à des pays tels que

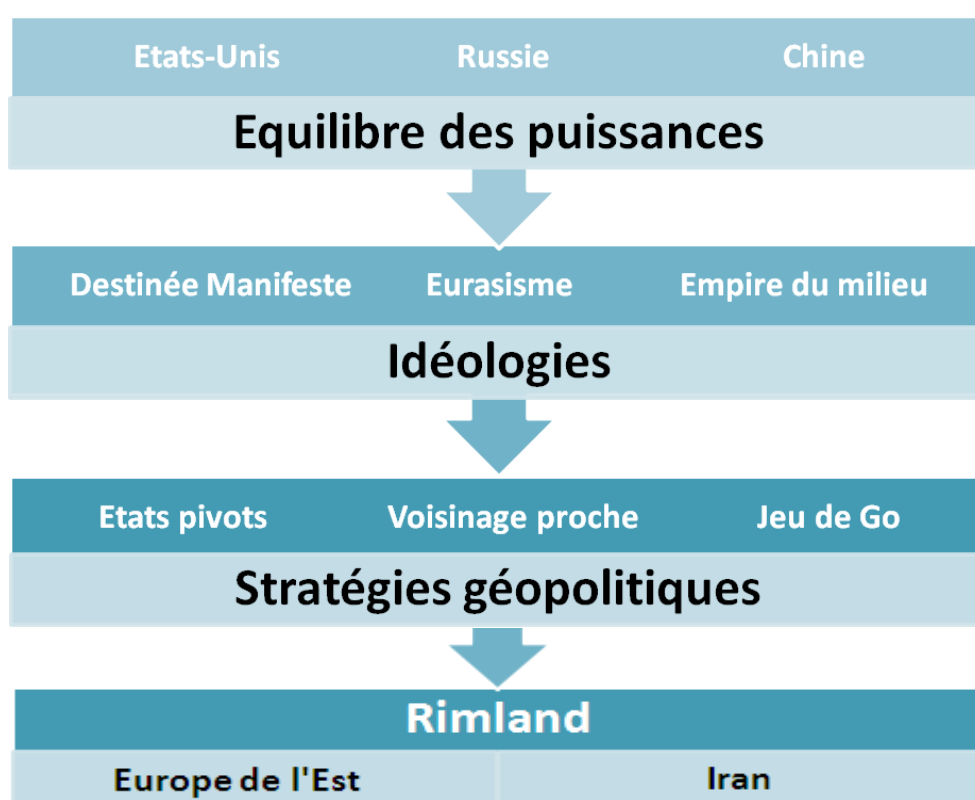
---

<sup>44</sup> PILGER, J., *The New Rulers of the world*, London, Verso Books, 2002, p. 98.

<sup>45</sup> Lire également à ce sujet STRUYE de SWIELANDE, T., « Piraterie maritime: un nouveau rapport de force dans l'Océan indien? », in *Notes d'analyse* de la Chaire Inbev Baillet - Latour sur les relations Union européenne - Chine (Université catholique de Louvain), numéro 1, février 2009.

la Moldavie ou la Grèce), la Chine s'affirme de plus en plus au Moyen-Orient à travers une lecture asiatique de la géopolitique qui se traduit dans la pratique par une application du jeu de Go. Nous rejoignons dès lors l'analyse de Claude Collin Delavaud qui estime que « *la géopolitique contemporaine conserve à priori ses bases universelles. A partir d'un Etat ou d'un système économique regroupant plusieurs Etats, l'on organise une expansion vers d'autres territoires et leurs ressources* »<sup>46</sup>.

**Figure 7 : Approche des trois Etats**



En définitive, le recul de la prépondérance des Etats-Unis dans les affaires internationales aura des conséquences géopolitiques importantes, dont on voit déjà aujourd'hui les prémises. Nous risquons de voir apparaître une nouvelle compétition pour la primauté ou un système multipolaire « dur » qui ne sera nullement synonyme de multilatéralisme. En effet, dans ce monde en pleine transition, qui évolue vers un nouvel équilibre des forces passant d'un monde unipolaire vers un monde multipolaire, nous observons que les puissances se

<sup>46</sup> DELAVALAUD, Cl. C., *Territoires à prendre- le marché face aux idéologies*, PUF, 1988, p. 16.

(re)positionnent sur l'échiquier international en s'appuyant sur des idéologies ethnocentrées, mises en œuvre par le truchement de stratégies géopolitiques dont le *Rimland* est un parfait exemple.

### Annexe I : Les différents trajets soutenus par la Russie

#### Projet du gazoduc Nord Stream



Source: <http://www.sumitomometals.co.jp/e/press/2010/news2010-01-26-01.html>

#### Gazoduc Blue Stream



Source: <http://www.gazpromexport.ru/?pkey1=000040000400003>

### Projet du gazoduc South Stream



Source : <http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/b/b0/Southstream.png>

## Annexe II : Les différents trajets soutenus par les Etats-Unis

### Gazoduc BTE



Source: [http://azer.com/aiweb/categories/caucasus\\_crisis/index/cc\\_articles/maps\\_html/baku\\_oil\\_all\\_map.html](http://azer.com/aiweb/categories/caucasus_crisis/index/cc_articles/maps_html/baku_oil_all_map.html)

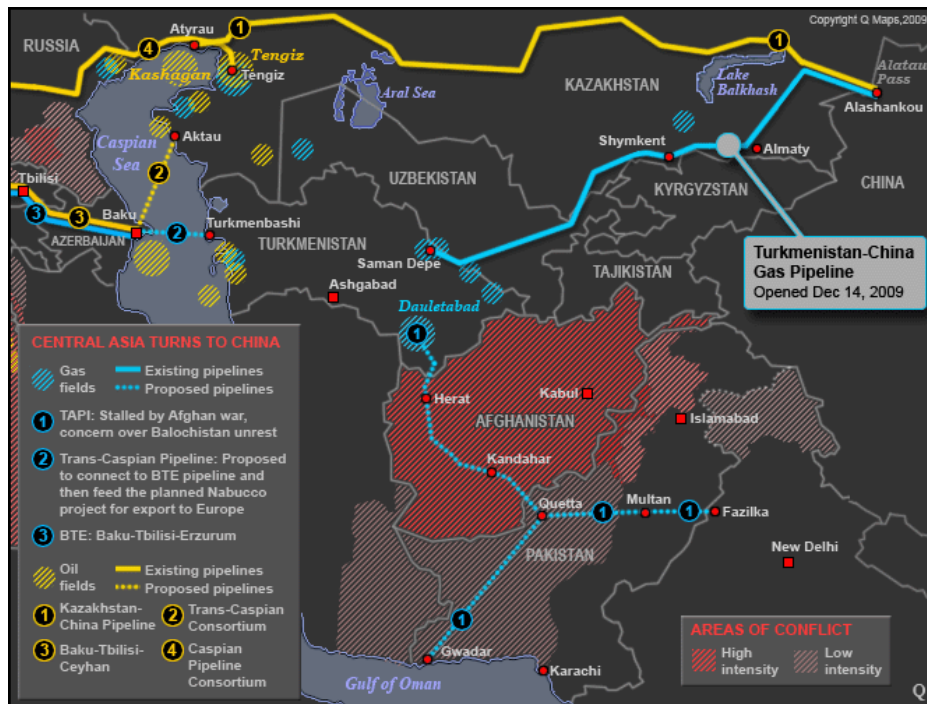
### Projet du gazoduc Nabucco



Source: [http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Nabucco\\_Gas\\_Pipeline-en.svg](http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Nabucco_Gas_Pipeline-en.svg)

## Annexe III : Les différents trajets soutenus par la Chine

## Gazoduc Turkménistan-Chine



Source :[http://www.atimes.com/atimes/Central\\_Asia/images/pipemap161209.gif](http://www.atimes.com/atimes/Central_Asia/images/pipemap161209.gif)